

**ADMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES  
à TAUX FIXE et INTÉRÊTS ANNUELS  
6,867% décembre 2008 / décembre 2018  
d'un montant nominal de 500 000 000 euros**

(code valeur FR0010694166)

*Le Titre Subordonné Remboursable se distingue de l'obligation en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.*

**PROSPECTUS**

*(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)*

*Ce prospectus est composé :*

- du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D 08-0140 ayant fait l'objet d'un rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D 08-0140-R01, de sa note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115 ainsi que de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01, le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02, le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03, le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04
- du résumé du prospectus,
- et de la présente note d'opération.

**AMF**

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 08-287 en date du 15 décembre 2008 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

*Toute modification de ce Prospectus sera soumise à l'accord préalable du Secrétariat Général de la Commission Bancaire.*

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, aux heures habituelles de bureau, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) auprès de :

Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.

Il est disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)

ou sur le site Internet de Crédit Agricole S.A. : [www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr)

## SOMMAIRE

---

	<i>Facteurs de risques</i>	<i>page 1</i>
	<i>Résumé du prospectus</i>	<i>page 4</i>
CHAPITRE I	Responsable du prospectus et responsables du contrôle des comptes	pages 10 & 11
CHAPITRE II	Renseignements concernant l'émission	page 12
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital	page 20
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur	page 20
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats	page 20
CHAPITRE VI	Gouvernance d'entreprise	page 21
CHAPITRE VII	Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir de la Société	page 21
	Mentions légales, coupon-réponse	

## FACTEURS DE RISQUES

- **Facteurs de Risques liés à l'Emetteur**

L'Emetteur considère que les facteurs ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Emetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux titres subordonnés sont décrits ci-dessous.

L'Emetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les titres subordonnés, mais l'incapacité de l'Emetteur à payer tout montant au titre de ou en relation avec les titres subordonnés peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous. L'Emetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention de titres subordonnés sont exhaustifs. Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement.

- **Facteurs qui peuvent affecter la capacité de l'Emetteur à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés**

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations de l'émetteur et peuvent causer des pertes substantielles.

De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels (tels que la relocalisation des employés affectés) et augmenter les coûts de l'émetteur (tels que des primes d'assurance). De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture de l'assurance pour certains risques et augmenter ainsi le risque de l'émetteur.

L'Emetteur exerce son activité dans un environnement qui fait naître des risques dont certains qu'il ne peut pas contrôler. En particulier, l'activité, la situation et les résultats de l'Emetteur sont étroitement liés aux conditions économiques générales, en particulier dans le secteur du crédit, ainsi qu'à l'évolution des marchés financiers. Dans ces conditions, un repli des marchés financiers et/ou une évolution défavorable des conditions économiques générales, spécialement dans le secteur du crédit seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

La qualité de crédit de l'Emetteur.

L'Emetteur émet un grand nombre d'instruments financiers y compris les titres subordonnés sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres subordonnés, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

- **Facteurs de Risques liés aux titres subordonnés**

- 1) **Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables**

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui, ainsi que les titres dits "super subordonnés" prévus à l'article L.228-97 du Code de Commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

## Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

## Possible modification des modalités des titres subordonnés

Les modalités des titres subordonnés permettent à l'assemblée générale des porteurs de titres de modifier les termes des titres subordonnés dès lors que deux-tiers des porteurs présents ou représentés approuvent les modifications. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs des titres subordonnés.

## Absence de conseil juridique ou fiscal :

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les titres subordonnés.

## 2) Risques de marché et autres facteurs de risque

### Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique, le risque de taux et le risque de crédit.

### *La baisse de notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables*

La notation de crédit de l'Emetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

### *Le marché secondaire*

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur a signé un contrat d'animation de marché avec CALYON.

### *Risques liés au taux d'intérêt*

Les Titres Subordonnés Remboursables portent intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables. Une hausse des taux d'intérêt après l'émission fait baisser le prix pied de coupon alors qu'une baisse des taux d'intérêt fait augmenter le prix.

### *Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs*

L'investissement dans les Titres Subordonnés implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, et dans les documents qui y sont incorporés par référence, et des informations d'ordre général relatives aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils disposent de ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition des Titres Subordonnés.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Titres Subordonnés et des risques qui en découlent, et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s), des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition de Titres Subordonnés). L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les Titres Subordonnés ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs.

De même, les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier), les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont soumises à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, il peut légalement acheter des Titres Subordonnés, les Titres Subordonnés peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunts et si d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés.

### **Risques particuliers**

Les titres vendus avant la date de remboursement normal par Crédit Agricole S.A risquent d'enregistrer une moins-value, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente.



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

ADMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES  
À TAUX FIXE et à INTÉRÊTS ANNUELS  
6,867% Décembre 2008 / Décembre 2018  
d'un montant nominal de 500 000 000 euros

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n°08-287 en date du 15 décembre 2008.  
Code valeur FR0010694166*

*Le présent prospectus sera disponible aux heures habituelles de bureau, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) sur simple demande auprès de :  
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.*

**Responsable de l'information :** Monsieur Bertrand BADRE, Directeur Finances Groupe

*« Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.*

*Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire ».*

### A - CONTENU ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION

#### 1. Montant de l'émission :

Le montant de l'émission est de 500 000 000 euros représenté par 500 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro de nominal.

#### 2. Caractéristiques des titres émis : Les titres émis sont des titres de créance complexes.

##### 2.1. Prix d'émission : 100 % soit 1,00 euro par titre subordonné remboursable payable en une seule fois à la date de règlement.

**Taux de rendement actuariel brut :** 6,867% à la date de règlement.

##### 2.2. Souscription : L'émission initiale de titres subordonnés sera intégralement souscrite par des investisseurs institutionnels.

##### 2.3. Date d'entrée en jouissance : 19 décembre 2008.

##### 2.4. Date de règlement : 19 décembre 2008.

##### 2.5. Intérêt annuel :

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 6.867% du nominal, soit 0,06867 euro par titre subordonné.

La date de paiement des intérêts sera le 19 décembre de chaque année et pour la première fois le 19 décembre 2009. Si la date de paiement des intérêts considérée n'est pas un Jour Ouvré TARGET, la date de paiement des intérêts correspondante sera différée au Jour Ouvré TARGET suivant (la « **Convention de Jour Ouvré** »). Du fait de l'application de la Convention de Jour Ouvré, il ne sera procédé à aucun ajustement correspondant du montant des intérêts payables à la date de paiement des intérêts considérée, et par voie de conséquence aucun versement d'intérêts ou d'autres paiements supplémentaires au titre de ce paiement différé ne sera réalisé.

« Jour Ouvré TARGET » signifie un jour où le Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel (le « **Système TARGET** ») fonctionne.

Les intérêts cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

## **2.6. Amortissement, remboursement**

### **Amortissement normal :**

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 19 décembre 2018 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour Ouvré TARGET, le Jour Ouvré TARGET suivant conformément à la Convention de Jour Ouvré. Par conséquent, nul ne sera en droit de recevoir le montant de remboursement le concernant jusqu'au Jour Ouvré TARGET suivant ni de prétendre à des intérêts ou autres paiements supplémentaires au titre de ce paiement différé.

Le capital sera prescrit dans un délai de 5 ans à compter de la mise en remboursement.

### **Amortissement anticipé :**

*- Par rachats en bourse, offres publiques d'achat ou d'échange*

Crédit Agricole S.A. se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du Secrétariat Général de la Commission Bancaire dès lors que le montant cumulé des rachats anticipés en bourse excède 10 % du montant initial de l'émission, de même qu'en cas d'OPA ou d'OPE.

L'information relative au nombre de titres subordonnés rachetés et au nombre de titres subordonnés restant en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur.

*- Par remboursements*

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. s'interdit de procéder à un remboursement anticipé pendant la durée de l'emprunt

## **2.7. Durée de l'émission : 10 ans.**

## **2.8. Clause d'assimilation : non applicable.**

## **2.9. Rang de créance :**

### **Subordination du capital :**

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui, ainsi que les titres dits "super subordonnés" prévus à l'article L.228-97 du Code de Commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

### **Non subordination des intérêts :**

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

### **Maintien de l'emprunt à son rang :**

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres subordonnés du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

***Risques particuliers :***

Les titres vendus avant la date de remboursement anticipé éventuelle ou la date de remboursement normal par Crédit Agricole S.A., ou en cas de liquidation de celle-ci, risquent d'enregistrer une moins-value, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente.

En cas de liquidation de Crédit Agricole S.A., le remboursement de l'emprunt n'intervient qu'après le complet désintéressement de tous les créanciers mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs ainsi que les titres dits « super subordonnés ».

**2.10. Garantie :**

Cette émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

**2.11. Notation :**

Cette émission a fait l'objet d'une demande de notation auprès des agences FitchRatings, Moody's, et Standard and Poor's qui rendront publique cette information sur leur site. Cette information sera connue le jour du règlement

**2.12. Mode de représentation des porteurs de titres :**

Les porteurs de titres sont groupés en une Masse jouissant de la personnalité civile.

*Le représentant titulaire est :*

Monsieur Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEOST

Il percevra une rémunération de 300 euros par an.

*Le représentant suppléant est :*

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

**2.13. Service financier :**

Le service financier de l'emprunt centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de compte.

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

**2.13. Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige :**

L'emprunt est soumis au droit français.

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

**B - INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR**

***Dénomination sociale :*** Crédit Agricole S.A.

***Secteur d'activité :*** Banque.

***Nationalité :*** Société anonyme de droit français.

***Capital social :***



Depuis le 07 juillet 2008, date de règlement-livraison de la dernière augmentation de capital (en numéraire avec droit préférentiel de souscription des actionnaires), le capital social est de 6 679 027 488 euros, divisé en 2 226 342 496 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

A cette date, les Caisses régionales en détiennent 54,4 % via la SAS Rue La Boétie et les salariés 5,1 % au travers des FCPE et PEE. A la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucun autre actionnaire que la SAS Rue La Boétie détenant 5 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote.

#### **Aperçu des activités :**

L'activité de Crédit Agricole S.A. se répartit en 6 pôles métiers (Banque de proximité en France – Caisses régionales ; Banque de proximité en France – LCL ; Banque de détail à l'international ; Services financiers spécialisés ; Gestion d'actifs, assurances et banque privée ; Banque de financement et d'investissement) auquel s'ajoute le pôle « Gestion pour compte propre et divers ».

#### **Informations financières sélectionnées**

##### **Données consolidées du groupe Crédit Agricole S.A. :**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31/12/2006 (auditées)</b>	<b>31/12/2007 (auditées)</b>	<b>30/06/2008 (**) (non auditées)</b>
<b>ACTIVITE</b>			
Total du bilan	1 260 533 *	1 414 223	1 464 822
Prêts et créances sur la clientèle	248 145	302 444	322 535
Dettes envers la clientèle	350 811	387 253	398 190
Capitaux propres totaux	39 089 *	46 474	41 383
Capitaux propres part du groupe	34 319 *	40 691	36 138

(\*) Par rapport aux chiffres publiés au titre de l'exercice 2006, le montant global a été réduit au 31 décembre 2006 de 763 millions d'euros au titre du changement de méthode relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires.

(\*\*) "L'information financière pour la période du 1er janvier 2008 au 30 juin 2008 a fait l'objet d'une procédure d'examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France de la part des contrôleurs légaux des comptes."

Au 30 septembre 2008, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 42,2 milliards d'euros (contre 40,7 milliards d'euros au 31 décembre 2007). Leur renforcement est principalement dû à l'augmentation de capital réussie de début juillet compensée en partie par de moindres résultats latents sur le portefeuille des titres disponibles à la vente.

Les emplois pondérés Bâle II s'élèvent à 336,7 milliards d'euros, en diminution de 8,4 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2007 sous l'effet du passage à Bâle 2. Cette baisse est minorée par l'application du plancher réglementaire fixé pour 2008 à 90 % des actifs pondérés Bâle 1. Le ratio de solvabilité CRD s'établit à 9,1 % dont 8,5 % pour le noyau dur (*Tier 1*).

<b>Compte de résultat consolidé - résumé</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>9 mois 2007 (non audités)</b>	<b>2007 (audités)</b>	<b>1er semestre 2008 (non audités)</b>	<b>9 mois 2008 (non audités)</b>
Produit net bancaire	14 362	16 768	7 359	11 358
Résultat brut d'exploitation	4 980	4 050	994	1 869
Résultat net	5 312	4 556	1 191	1 615

##### **Contribution des métiers au résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. :**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>9 mois 2007 (non audités)</b>	<b>2007 (audités)</b>	<b>1er semestre 2008 (non audités)</b>	<b>9 mois 2008 (non audités)</b>
Banque de proximité en France - Caisses régionales	555	778	342	478
Banque de proximité en France - LCL	383	553	364	523
Banque de détail à l'international	353	460	205	252
Services financiers spécialisés	430	595	253	361
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	1 294	1 899	831	1 122
Banque de financement et d'investissement	1 008	(904)	(1 650)	(1 877)
Gestion pour compte propre et divers	878	663	623	474
<b>TOTAL</b>	<b>4 901</b>	<b>4 044</b>	<b>968</b>	<b>1 333</b>

## **Evolution récente de la situation financière et perspective :**

Crédit Agricole S.A. dégage un résultat net part du Groupe de 1 333 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2008 avec une contribution de 365 millions d'euros au troisième trimestre. Ces performances confirment la pertinence du modèle du Groupe dans une période où la rentabilité est durement affectée par la dégradation de la conjoncture mondiale.

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre, Calyon a présenté le plan de recentrage de la Banque de financement et d'investissement sur ses points de force traditionnels : les financements structurés et la banque commerciale, les courtiers ainsi que les marchés de taux et de change. Le plan a également circonscrit des activités en cours d'arrêt, notamment les dérivés de crédit et les dérivés actions exotiques.

Le produit net bancaire atteint 11 358 millions d'euros, en baisse de 20,9 %, fortement impacté par les dépréciations sur instruments de marché. Hors les activités en cours d'arrêt de la BFI, le Groupe génère un produit net bancaire de 15 393 millions d'euros, en croissance de 0,3 % sur la période correspondante de 2007, confirmant la résistance et la réactivité de tous les métiers dans une conjoncture particulièrement difficile, ainsi que l'apport des relais de croissance pleinement opérationnels au cours de la période récente. Les charges d'exploitation sont stables à périmètre constant et hors impact du plan de compétitivité 2007 de LCL, reflétant les efforts de productivité engagés dans tous les métiers. Les opérations de croissance externe (agences de Cariparma, Newedge, HVB, ...) portent leur hausse à 5,8 %.

La forte progression du coût du risque traduit le provisionnement prudent des actifs dans un environnement très dégradé.

Hors activités en cours d'arrêt, le résultat net part du Groupe atteint 4 207 millions d'euros en repli de 30,8 % sur celui de la période correspondante de 2007.

## **Résumé des principaux facteurs de risques propres à la Société et son activité :**

Avant de prendre leur décision d'investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les facteurs de risque décrits aux pages 106 à 135 et les notes 2 et 10 de l'annexe aux états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2007 figurant aux pages 195 et 255 du document de référence de la Société déposé auprès de l'AMF le 20 mars 2008 (n° D.08-0140) ayant fait l'objet d'un rectificatif déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2008 (n° D.08-0140-R01), aux pages 48 à 89 de la première actualisation déposée auprès de l'AMF le 15 mai 2008 (n° D.08-0140-A01), la deuxième actualisation déposée auprès de l'AMF le 20 mai 2008 (n° D.08-0140-A02), aux pages 95 à 115 de la troisième actualisation déposée auprès de l'AMF le 11 septembre 2008 (n° D.08-0140-A03), de la quatrième actualisation déposée auprès de l'AMF le 11 septembre 2008 (n° D.08-0140-A04) et notamment les facteurs de risque suivants :

- Risque de crédit (incluant le risque pays),
- Risques de marché,
- Risques liés au secteur de l'immobilier résidentiel aux Etats-Unis,
- Risques liés à la gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, de change, de liquidité et de financement),
- Risques du secteur de l'assurance,
- Risques opérationnels,
- Risques juridiques,
- Risques de non-conformité.

## ***Renseignements complémentaires***

Des compléments d'information sont disponibles dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140 ayant fait l'objet d'un rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01, dans les actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01, le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02, le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03, le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04 ainsi que dans la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115.

## **C - RESUME DES FACTEURS DE RISQUE**

Certains facteurs peuvent affecter l'aptitude de l'Emetteur à respecter ses engagements relatifs aux Titres subordonnés.

Ces facteurs sont repris en page 3 du prospectus sous la dénomination « Facteurs de risque » et précisent (i) certains facteurs de risques liés à l'Emetteur ou à son secteur d'activité, (ii) certains facteurs de risques liés au Garant pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations au titre des Titres Subordonnés Remboursables, (iii) certains facteurs de risque liés aux Titres Subordonnés Remboursables et (iiii) des risques de marché et autres facteurs de risque. Ainsi l'attention des investisseurs est attirée notamment sur la particularité liée à la subordination des Titres Subordonnés Remboursables.

Les investisseurs devraient avoir une connaissance et une expérience en matière financière et commerciale suffisante de manière à pouvoir évaluer les avantages et les risques d'investir dans les Titres Subordonnés Remboursables.

## **D – RISQUES PARTICULIERS**

Les titres vendus avant la date de remboursement normal par Crédit Agricole S.A risquent d'enregistrer une moins-value, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente.

# CHAPITRE I

## RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

### 1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Georges PAUGET, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

### 1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

Georges PAUGET

### 1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

#### Contrôleurs légaux des comptes

##### Titulaires

**Ernst & Young et Autres**

Société représentée par  
Valérie Meeus  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaires aux comptes membres de la  
Compagnie régionale des Commissaires aux  
comptes de Versailles

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Société représentée par  
Gérard Hautefeuille  
63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaires aux comptes membres  
de la Compagnie régionale des Commissaires  
aux comptes de Versailles

---

##### Suppléants

**Picarle et Associés**

Société représentée par Denis Picarle  
11, allée de l'Arche  
92400 Courbevoie

Commissaires aux comptes membres de la  
Compagnie régionale des Commissaires aux  
comptes de Versailles

**Pierre Coll**

63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaires aux comptes membres  
de la Compagnie régionale des Commissaires  
aux comptes de Versailles

- 
- **Barbier Frinault et Autres** a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société, représentée par Valérie Meeus, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002.

Elle a pris le nom de **Ernst & Young et Autres** depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006.

- **PricewaterhouseCoopers Audit** a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Gérard Hautefeuille, est membre du réseau PricewaterhouseCoopers.

- **Pierre Coll** a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.
- **Alain Grosmann** avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.
- La société **Picarle et Associés**, domiciliée 11, allée de l'Arche à Courbevoie (92400), a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

### 1.4. RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Bertrand BADRE, Directeur Finances Groupe

## CHAPITRE II

### ADMISSION DE VALEURS MOBILIERES REPRESENTATIVES DE CREANCES ET ADMISSION SUR EURONEXT PARIS

#### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ADMISSION

#### 2.1. CADRE DE L'ADMISSION

##### 2.1.1. AUTORISATIONS

Le Conseil d'Administration agissant conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce, autorise Crédit Agricole S.A. à procéder à compter du 14 mai 2008 et dans la limite d'un montant nominal maximum de 40 milliards d'euros ou la contre-valeur de ce montant en devises à des émissions en euros d'obligations, subordonnées ou non, simples ou complexes, assorties, en fonction des conditions des marchés de capitaux lors des émissions, d'un taux d'intérêt fixe ou variable et qui pourront être indexées sur tout type d'indices ou de valeurs mobilières ; de bons de souscription de toutes valeurs mobilières ou de warrants ou de bons d'option fondés sur toutes valeurs mobilières, tous indices, ou tout autre support utilisé sur les marchés financiers. Les emprunts seront à durée déterminée ou indéterminée. S'ils sont à durée déterminée, ils pourront être prorogés et/ou remboursés par anticipation, soit partiellement, soit en totalité. S'ils sont à durée déterminée, ils viendront à échéance au plus tard lors de la dissolution de Crédit Agricole S.A. ; le cas échéant, ils pourront être remboursés par anticipation, soit partiellement soit en totalité.

Après avoir fait usage de cette autorisation à hauteur de 12 333 365 753 euros, l'Adjoint au Directeur de la Gestion Financière, Monsieur Claude GRANDFILS a décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant nominal de 500 000 000 euros.

##### 2.1.2. NOMBRE ET VALEUR NOMINALE DES TITRES, PRODUIT DE L'EMISSION

Le présent emprunt d'un montant nominal de 500 000 000 euros, est représenté par 500 000 000 titres subordonnés de un euro de nominal.

Le produit brut minimum estimé de l'emprunt sera de 500 000 000 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 15 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 499 985 000 euros.

##### 2.1.3. TRANCHES INTERNATIONALES OU ETRANGERES

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou un marché étranger.

##### 2.1.4. DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

##### 2.1.5. SOUSCRIPTION

L'émission initiale de titres subordonnés sera intégralement souscrite par des investisseurs institutionnels.

##### 2.1.6. ORGANISMES FINANCIERS CHARGES DE RECUEILLIR LES SOUSCRIPTIONS

Les titres subordonnés sont souscrits par des investisseurs institutionnels.

#### 2.2. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

## 2.2.0. NATURE, FORME ET DELIVRANCE DES TITRES EMIS

Les titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

Les titres émis sont des titres de créance complexes.

Les titres subordonnés pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des détenteurs.

Ils seront obligatoirement inscrits en comptes tenus, selon les cas par :

- CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres au porteur.

Les titres subordonnés seront inscrits en compte le 19 décembre 2008.

EUROCLEAR FRANCE assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

## 2.2.1. PRIX D'EMISSION

100 % soit 1,00 euro par titre subordonné payable en une seule fois à la date de règlement.

## 2.2.2. DATE DE JOUISSANCE

19 décembre 2008

## 2.2.3. DATE DE REGLEMENT

19 décembre 2008

## 2.2.4./5 TAUX NOMINAL / INTERET ANNUEL

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 6,867% du nominal, soit 0,06867 euro par titre subordonné.

La date de paiement des intérêts sera le 19 décembre de chaque année et pour la première fois le 19 décembre 2009. Si la date de paiement des intérêts considérée n'est pas un Jour Ouvré TARGET, la date de paiement des intérêts correspondante sera différée au Jour Ouvré TARGET suivant (la « **Convention de Jour Ouvré** »). Du fait de l'application de la Convention de Jour Ouvré, il ne sera procédé à aucun ajustement correspondant du montant des intérêts payables à la date de paiement des intérêts considérée, et par voie de conséquence aucun versement d'intérêts ou d'autres paiements supplémentaires au titre de ce paiement différé ne sera réalisé.

« Jour Ouvré TARGET » signifie un jour où le Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel (le « **Système TARGET** ») fonctionne.

Les intérêts cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.  
Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

## 2.2.6. AMORTISSEMENT/REMBOURSEMENT

### 2.2.6 a) - Amortissement normal

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 19 décembre 2018 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour Ouvré TARGET, le Jour Ouvré TARGET suivant conformément à la Convention de Jour Ouvré. Par conséquent, nul ne sera en droit de recevoir le montant de remboursement le concernant jusqu'au Jour Ouvré TARGET suivant ni de prétendre à des intérêts ou autres paiements supplémentaires au titre de ce paiement différé.

Le capital sera prescrit dans un délai de 5 ans à compter de la mise en remboursement.

### **2.2.6 b) - Amortissement anticipé**

#### **- Par rachats en bourse, offres publiques d'achat ou d'échange**

Crédit Agricole S.A. se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du Secrétariat Général de la Commission Bancaire dès lors que le montant cumulé des rachats anticipés en bourse excède 10 % du montant initial de l'émission, de même qu'en cas d'OPA ou d'OPE.

L'information relative au nombre de titres subordonnés rachetés et au nombre de titres subordonnés restant en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur.

#### **- Par remboursements**

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. s'interdit de procéder à un remboursement anticipé pendant toute la durée de l'emprunt

### **2.2.7. TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT A LA DATE DE REGLEMENT**

6,867% à la date de règlement.

Sur le marché obligataire français, le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final tel que défini au paragraphe 2.2.6 a).

### **2.2.8. DUREE DE L'EMPRUNT**

10 ans.

### **2.2.9. ASSIMILATIONS ULTERIEURES**

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres subordonnés jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres subordonnés des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

### **2.2.10. RANG DE CREANCE**

#### **Subordination du capital**

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui, ainsi que les titres dits "super subordonnés" prévus à l'article L.228-97 du Code de Commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

#### **Non subordination des intérêts**



Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

**Maintien de l'emprunt à son rang :**

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres subordonnés du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

***Risques particuliers***

Les titres vendus avant la date de remboursement anticipé éventuelle ou la date de remboursement normal par Crédit Agricole S.A., ou en cas de liquidation de celle-ci, risquent d'enregistrer une moins-value, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente.

En cas de liquidation de Crédit Agricole S.A., le remboursement de l'emprunt n'intervient qu'après le complet désintéressement de tous les créanciers mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs ainsi que les titres dits « super subordonnés ».

**2.2.11. GARANTIE**

Le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

**2.2.12. PRISE FERME**

L'emprunt ne fait pas l'objet d'une prise ferme

**2.2.13. NOTATION**

Cette émission a fait l'objet d'une demande de notation auprès des agences FitchRatings, Moody's, et Standard and Poor's qui rendront publique cette information sur leur site. Cette information sera connue le jour du règlement

**2.2.14. REPRESENTATION DES PORTEURS DE TITRES**

Faisant application de l'article L 228-46 du code de commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une Masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L 228-47 du code de commerce, sont désignés :

*a) Représentant titulaire de la Masse des porteurs de titres subordonnés :*

Monsieur Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEOST

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Emetteur, est de 300 euros par an; elle sera payable le 19 décembre de chaque année et pour la première fois le 19 décembre 2009.

*b) Représentant suppléant de la Masse des porteurs de titres subordonnés :*

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle l'Emetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 300 euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve, le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de titres subordonnés.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de titres subordonnés ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des titres subordonnés. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs de titres subordonnés, ces derniers seront réunis au siège social de l'Emetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur de titres subordonnés remboursables a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Emetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres subordonnés offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats d'émission le prévoient, les porteurs de titres subordonnés seront groupés en une Masse unique.

## 2.2.15 REGIME FISCAL

*En l'état actuel de la législation française, le régime fiscal décrit ci-après est applicable.*

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la législation française met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des Porteurs.

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de la fiscalité applicable en matière d'impôt sur le revenu français et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel. Les conséquences de l'acquisition des titres en matière d'imposition sur la fortune ne sont pas abordées dans la présente note d'information.

Les non-résidents fiscaux de France doivent se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence.

### Régime fiscal applicable aux résidents fiscaux français

#### **1 - Personnes physiques**

##### **a) Revenus**

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement [primes de remboursement au sens de l'article 238 septies A du Code Général des Impôts (« C.G.I. »] détenus dans le cadre de leur patrimoine privé par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à l'impôt sur le revenu :

(i) soit au barème progressif auquel s'ajoutent :

(a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % dont 5,8 % sont déductibles de l'assiette de l'impôt sur le revenu de l'année de son paiement (*articles 154 quinquies II du C.G.I., et L 136-6 et L 136-8 du Code de la Sécurité Sociale « C.S.S »*) ;

*(b) le prélèvement social de 2% (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.) ;*

*(c) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 % ;*

*(d) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 G et 1600-0 L du C.G.I.).*

(ii) soit sur option, à un prélèvement au taux de 18 % (article 125 A du C.G.I. tel que modifié par le projet de loi de finances pour 2008) libératoire de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoutent :

(a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles L 136-7 et L 136-8 du C.S.S.) ;

(b) le prélèvement social de 2% (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.) ;

(c) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 % ;

(d) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 I et 1600-0 L du C.G.I.).

soit au total au taux de 29 %

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou lors de l'acquisition du produit, la perte correspondante est considérée comme une perte en capital, qui n'est pas déductible du revenu global du souscripteur (D.adm. 5 I-3222, n° 27, du 1<sup>er</sup> décembre 1997).

#### *b) Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables lorsque le montant annuel des cessions des valeurs mobilières (et droits sociaux ou titres assimilés) excède le seuil fixé à 25 000 euros pour les cessions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 par foyer fiscal (articles 150-0 A et 150-0 D du C.G.I.). Ce seuil, arrondi à la dizaine d'euros la plus proche, sera actualisée chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu de l'année précédant celle de la cession, et sur la base du seuil retenu au titre de cette année

Les plus-values sont imposables au taux 18 % (article 200 A 2 du C.G.I. tel que modifié par le projet de loi de finances pour 2008) auquel s'ajoutent :

(a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles L 136-6 et L 136-8 du C.S.S.) ;

(b) le prélèvement social de 2% (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.) ;

(c) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 % ;

(d) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 G et 1600-0 L du C.G.I.).

soit au total au taux de 29 %

#### *c) Moins-values*

Les moins-values de cession s'imputent sur les plus-values de même nature réalisées au cours de la même année ou des dix années suivantes à condition que le montant des cessions de valeurs mobilières réalisées par les membres du foyer fiscal l'année où la moins-value a été constatée ait dépassé le seuil d'imposition de 25 000 euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## ***2 - Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun)***

### ***a) Revenus***

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement au sens de l'article 238 septies E du C.G.I.) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

Sous certaines conditions, les primes de remboursement font l'objet d'un régime spécifique d'étalement actuariel visé à l'article 238 septies E susmentionné.

Les primes de remboursement sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun de 33 1/3 % (ou au taux réduit de 15 % dans la limite de 38 120 euros du bénéfice imposable par période de 12 mois, par les sociétés remplissant les conditions de chiffre d'affaires et de capital prévues à l'article 219 I b) du C.G.I.).

Une contribution sociale de 3,3 % est en outre applicable en application des dispositions de l'article 235 ter ZC du C.G.I. : elle est assise sur le montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement qui ne peut excéder 7 630 000 euros et remplissant les conditions de capital prévues à l'article 235 ter ZC du C.G.I.

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou à l'acquisition, la perte correspondante est déductible du résultat imposable.

### ***b) Plus ou moins values***

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable au taux de droit commun.

En cas de réalisation d'une plus-value, celle-ci est imposable à l'impôt sur les sociétés tel que décrit ci-dessus. En cas de réalisation d'une moins-value, elle est déductible du résultat imposable.

## **2.3. ADMISSION SUR EURONEXT PARIS, NEGOCIATION**

### **2.3.1. COTATION**

Les titres subordonnés remboursables feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Paris. Leur date de cotation prévue est le 19 décembre 2008 sous le numéro de code valeur FR0010694166. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a signé avec CALYON ; société anonyme ayant son siège social 9, quai du Président Paul Doumer – 92920 Paris La Défense cedex ; un contrat d'animation sur ces titres.

### **2.3.2. RESTRICTIONS SUR LA LIBRE NEGOCIABILITE DES TITRES SUBORDONNES**

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres subordonnés.

### **2.3.3. BOURSE DE COTATION**

L'emprunt émis sur le marché français par l'Emetteur est coté à la Bourse de Paris. Sa cotation est publiée sur Euronext Paris.

### **2.3.4. COTATION DE TITRES DE MEME CATEGORIE SUR D'AUTRES MARCHES**

Sans objet.

## **2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

#### **2.4.1. SERVICE FINANCIER**

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis ..... ) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes.

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

#### **2.4.2. TRIBUNAUX COMPETENTS EN CAS DE CONTESTATION**

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

#### **2.4.3. DROIT APPLICABLE**

Les emprunts sont soumis au droit français.

#### **2.4.4. BUT DE L'EMISSION**

Le produit de la présente émission a pour but d'alimenter le Groupe Crédit Agricole en fonds propres complémentaires au sens de l'article 4 d du règlement CRBF 90-02.

#### **2.5. CONFLITS D'INTERET**

Il n'y a aucun conflit d'intérêt pouvant influencer sur l'émission.

## CHAPITRE III

### RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

Se reporter :

- *au document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140*
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02*
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04*

## CHAPITRE IV

### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

Se reporter :

- *au document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140*
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02*
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04*

## CHAPITRE V

### PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE – RESULTATS

Se reporter :

- *au document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140*
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02*
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04*

## CHAPITRE VI

### GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Se reporter :

- *au document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140*
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02*
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04*
- 

## CHAPITRE VII

### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Se reporter :

- *au document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140*
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02*
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03*
- *à l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04*

En complément aux renseignements publiés dans les documents mentionnés ci-dessus, l'Emetteur porte à la connaissance du public les informations suivantes :

**A) Crédit Agricole S.A. et Attijariwafa Bank annoncent la signature d'un accord relatif à l'évolution de leurs participations respectives au Maroc et en Afrique**

*(communiqué de presse du 25 novembre 2008)*

- L'acquisition par Attijariwafa Bank de la participation de Crédit Agricole S.A. dans son réseau de banques de détail en Afrique : Crédit du Congo (81% du capital), Société Ivoirienne de Banque (51% du capital), Société Camerounaise de Banque (65% du capital), Union Gabonaise de Banque (59% du capital) et Crédit du Sénégal (95% du capital), pour un montant global de 250 millions d'euros soit MAD 2,8 milliards.
- L'acquisition par Crédit Agricole S.A. de 24% supplémentaires du capital du Crédit du Maroc détenus par Wafa Assurance, pour un montant de 144 millions d'euros, soit MAD 1,6 milliards, portant ainsi sa participation à 77%.

- L'acquisition par Sofinco, filiale à 100% de Crédit Agricole S.A., de 15% du capital de Wafasalaf, permettant de renforcer la participation de Sofinco à 49% du capital, pour un montant de 71 millions d'euros, soit MAD 0,8 milliard).

La finalisation de cette opération est soumise à l'obtention des autorisations nécessaires de la part des autorités compétentes et devrait intervenir au second trimestre 2009.

« Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie du Groupe Crédit Agricole telle que rappelée au moment de l'augmentation de capital annoncée en mai 2008 » souligne Georges Pauget, directeur général de Crédit Agricole S.A. A l'international, cette stratégie privilégie les activités de banque de proximité en Europe, ainsi que dans le Bassin méditerranéen. Dans le cadre de cette démarche globale et compte tenu du potentiel de développement du Maroc, nous avons souhaité conforter nos positions dans ce pays où nous sommes implantés depuis longtemps, d'une part dans les métiers de banque universelle à travers Crédit du Maroc qui a pour objectif de figurer d'ici 2010 parmi les 5 premières banques au Maroc, d'autre part dans le crédit à la consommation avec Wafasalaf, leader au Maroc. »

« Avec cette opération, Attijariwafa Bank, premier groupe bancaire et financier du Maghreb et septième au niveau africain, accélère son développement à l'international », souligne Mohamed El Kettani, président directeur général de Attijariwafa Bank. « L'acquisition d'un réseau de 5 banques, qui représente plus de 1 350 employés, un PNB 2007 de 115 millions d'euros (soit MAD 1,3 milliards) et un total de bilan 2007 d'environ 1 425 millions d'euros (soit MAD 15,8 milliards) vient compléter son dispositif d'ores et déjà déployé en Tunisie à travers sa filiale Attijari bank Tunisie, cinquième banque du pays (8% de part de marché et 110 agences), au Sénégal à travers ses deux filiales en cours de fusion Attijari bank Sénégal et CBAO, l'ensemble constituant la première banque du pays (29% de part de marché et 49 agences) et au Mali à travers sa filiale BIM, deuxième banque malienne (15% de part de marché et 55 agences). Elle permet à Attijariwafa Bank de conforter sa vocation d'acteur régional de premier plan, dans le Maghreb et en Afrique subsaharienne, et, conformément à son plan stratégique, d'inscrire son action en vecteur du développement économique régional. »

#### **B) Crédit Agricole S.A. a émis 3 milliards d'euros de titres super subordonnés souscrits par l'Etat dans le cadre du plan français de soutien à l'économie**

*(communiqué de presse du 12 décembre 2008)*

Crédit Agricole S.A. a procédé à l'émission de 3 milliards d'euros de titres super subordonnés à durée indéterminée, souscrits par la Société de Prise de Participation de l'Etat (SPPE), détenue à 100% par l'Etat français.

Ces titres, qui viennent renforcer les fonds propres Tier 1 du groupe, permettront au Crédit Agricole de délivrer des crédits supplémentaires à l'économie française.

En effet, le Crédit Agricole, premier partenaire de l'économie française, est engagé tant vis-à-vis de ses clients que des autorités publiques à poursuivre activement, comme il l'a toujours fait, sa politique de crédit aux entreprises, aux particuliers, et aux collectivités territoriales. Il respectera son engagement d'une croissance des encours de crédit de + 4% en 2009.

Précisions techniques :

Les titres super subordonnés (TSS) à durée indéterminée émis par Crédit Agricole S.A. constituent des fonds propres Tier 1 innovants au sens de la réglementation bancaire.

Crédit Agricole S.A. verse un taux fixe de 8,33% les 5 premières années puis un taux révisable indexé sur l'Euribor 3 mois.

Ce taux fixe a été déterminé en fonction du taux sans risque de l'Etat français plus 300 points de base plus 5 fois le CDS senior 5 ans moyen sur la période du 1/1/2007 au 30/8/2008 soit 8,33% pour Crédit Agricole S.A.

Les titres ne peuvent être remboursés par l'émetteur qu'après 5 ans conformément à la réglementation prudentielle en vigueur.

En cas de rachat des titres par l'émetteur, possible uniquement sous réserve de l'approbation du Secrétariat Général de la Commission bancaire, le prix de rachat est croissant de 101% à 111% en fonction de la date de rachat. Ces titres se situent au même rang de subordination que les TSS émis auparavant par Crédit Agricole S.A.

#### **C) Groupe Crédit Agricole S.A. : exposition très faible à Madoff**

*(communiqué de presse du 15 décembre 2008)*

A la suite de la fraude intervenue au sein du fonds Madoff Investment Securities LLC, le groupe Crédit Agricole S.A. précise que son exposition à Madoff Investment Securities LLC est inférieure à 10 millions d'euros.



A découper et à adresser à :



CRÉDIT AGRICOLE S. A.  
Service des Publications  
91/93 Boulevard Pasteur - 75015 - PARIS

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : .....

Désire recevoir :

- ☐ *le document de référence ayant reçu le numéro de dépôt D. 08-0140 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 20 mars 2008.*
- ☐ *le rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- ☐ *l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D. 08-0140-A01.*
- ☐ *l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D. 08-0140-A02.*
- ☐ *la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115.*
- ☐ *l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D. 08-0140-A03.*
- ☐ *l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D. 08-0140-A04.*



CRÉDIT AGRICOLE S. A.

---

*Société anonyme au capital de 6 679 027 488 euros  
91/93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris  
784608416 RCS Paris - APE 651*